

Brochure n° 3104

Convention collective nationale

IDCC : 176. – **INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE**

ACCORD DU 19 FÉVRIER 2007

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA

NOR : ASET0750332M

IDCC : 176

Entre :

Les entreprises du médicament (LEEM),

D'une part, et

La fédération chimie-énergie (FCE) CFDT ;

La fédération des cadres de la chimie CFE-CGC ;

La fédération chimie, mines, textiles, énergie CFTC ;

La fédération nationale de la pharmacie FO ;

Le syndicat national professionnel autonome des délégués visiteurs médicaux (SNPADVM) UNSA,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le paragraphe II « Salaires minima professionnels » de l'avenant n° 1 de la convention collective nationale de l'industrie pharmaceutique modifiée est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« II. – Salaires minima professionnels

A compter du 1^{er} janvier 2007, les salaires minima mensuels pour 151,67 heures sont calculés à partir de la formule suivante :

$$y = a + bx$$

y : salaire minimum du salarié en fonction de son groupe et de son niveau de classification.

a : valeur constante, soit 1 260,16 €.

b : nombre de points définis pour chaque groupe et niveau de classification.

x : valeur du point, soit 6,987 €.

Salaires minima pour 151,67 heures au 1^{er} janvier 2007

GROUPES	POINTS	SMM
1 A	3	1 281,12
1 B	5	1 295,09
1 C - 2 A	8	1 316,06
2 B	12	1 344,00
2 C - 3 A	23	1 420,86
3 B	28	1 455,80
3 C - 4 A	46	1 581,56
4 B	54	1 637,46
4 C - 5 A	77	1 798,16
5 B	88	1 875,02
5 C - 6 A	118	2 084,63
6 B	132	2 182,44
6 C	169	2 440,96
7 A	183	2 538,78
7 B	246	2 978,96
8 A	260	3 076,78
8 B	335	3 600,80

GROUPES	POINTS	SMM
9 A	349	3 698,62
9 B	438	4 320,47
10	494	4 711,74
11	550	5 103,01

Article 2

Les parties signataires du présent accord s'engagent à se rencontrer au cours du 3^e trimestre 2007 pour examiner la situation des salaires minima conventionnels, et plus particulièrement celle du groupe 1 niveau A.

Article 3

Le présent accord entrera en vigueur à l'issue du délai prévu par l'article L. 132-2-2 du code du travail pour l'exercice du droit d'opposition des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche non signataires du présent accord.

Article 4

Conformément aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail, le présent accord collectif sera déposé en 5 exemplaires à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Article 5

Extension

Les parties signataires conviennent de demander au ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 19 février 2007.

(Suivent les signatures.)